

Editorial

La transition, au-delà de l'énergie, un processus social

Le gouvernement français a récemment défini l'évolution du mix énergétique national en termes de transition. Cette approche possède un caractère de nouveauté certain : cheminement adaptatif, globalité et interdépendances, processus social en constituent quelques mots clés.

La transition indique qu'une rupture est décidée, mais elle privilégie une démarche où le chemin a probablement autant d'importance que le but. Celui-ci est reconnu, implicitement au moins, comme mouvant, car les incertitudes apparaissent de plus en plus nombreuses et les crises sont pensées comme un élément majeur du contexte. Ainsi, la transition est par nature un chemin, une trajectoire ajustable et jalonnée (par exemple en 2025), qui doit permettre des marges de flexibilité et des expérimentations.

Cette notion de transition est par essence globale. Avant même de relever de l'énergie, elle est posée comme écologique. Cette approche place le souci d'une croissance durable avant l'énergie en tant que telle. Cette dernière y participera, en bonne place, mais n'est pas considérée au départ comme un champ spécifique qui peut donner lieu à une réflexion séparée. Inversement, l'énergie reste un secteur clé et les nouvelles technologies de l'énergie sont vues comme apportant l'opportunité d'une nouvelle révolution industrielle et sociétale.

La transition est enfin un processus social. D'une part, les modalités de sa définition et de sa mise en œuvre sont appelées à s'inscrire dans un processus organisé comme tel, créant une dynamique continue. D'autre part, le dispositif se veut largement ouvert vers la société. Itératif, il contient des volets d'évaluation et de dialogue avec les différentes composantes de la société, en particulier les ONG. Le volet portant sur la gouvernance du nouveau système, rythmé par une conférence annuelle, en est une composante essentielle. Enfin, le rôle central dévolu à la sobriété énergétique renvoie à une évolution des comportements qui s'interprète en termes de choix de société dès lors que le moyen ou le long termes sont visés.

Ces caractéristiques de la démarche française, ne sont pas uniques. On peut en trouver des échos dans les décisions (ou interrogations...) allemandes et japonaises, par exemple. Avec en complément les cas de la Belgique ou du Royaume-Uni, illustrés eux-aussi dans cette lettre. La recherche d'une transition souhaitable s'accompagne dans tous ces pays d'une forte demande en évaluations techniques et économiques : à nous de savoir positionner nos éléments de réponses selon des formes adaptées à ce contexte en forte évolution.

Jean-Guy Devezeaux de Lavergne

Directeur de l'I-tésé

Sommaire

Dossier

La transition énergétique en France	2
Point sur la stratégie énergétique en Allemagne	4
La transition énergétique au Royaume-Uni	8
Le défi de la sortie du nucléaire en Belgique	11
Le nucléaire japonais sort du brouillard, cherche un nouveau cap	15

Eclairages

Impact des tarifs de rachat des énergies renouvelables sur la facture d'électricité : une comparaison France-Allemagne	18
Le vecteur électricité, un moteur essentiel au service de la transition énergétique	21

Brèves

Actualités scientifiques/ Vie de l'Unité	24 25
---	----------

Le chiffre du trimestre

1,6% du PIB Mondial

C'est le coût du changement climatique aujourd'hui d'après le rapport du Dara and climate vulnerable forum, qui devrait doubler d'ici 2030.